

# Les Nouvelles

## de Loire-Atlantique

Mensuel édité par la  
Fédération de  
Loire-Atlantique du  
Parti Communiste  
Français

Pour tout Renseignement  
02 40 35 03 00  
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1012

13 mars 2017

prix : 0,70 €



### L'édito de Véronique MAHE : l'enjeu central du droit des femmes



Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, est loin d'être un symbole, il nous invite à mesurer les avancées mais surtout à cibler ce qu'il faut réaliser pour répondre véritablement et durablement aux nombreux besoins en matière d'égalité. Nous les femmes, sommes un peu plus de la moitié de l'humanité, nous sommes 56% des électrices, et pourtant, nous sommes toujours considérées comme des variables d'ajustement. **Chaque jour de l'année, par notre participation active à la vie politique, économique, sociale et culturelle, nous franchissons de nouveaux pas pour inscrire l'égalité des droits des femmes comme inséparables des droits universels.** Cependant aujourd'hui, en France, malgré toute une panoplie de lois sur l'égalité professionnelle, sur la parité, les inégalités persistent et se creusent, conséquence des politiques d'austérité menées depuis plusieurs années. Le travail à temps partiel subi ainsi que la précarité explosent. Les femmes sont toujours payées en moyenne un quart en moins que les hommes ce qui signifie que chaque jour, elles travaillent gratuitement à partir de 15h40 ! La casse des services publics prive les femmes des points d'appui, solutions à leurs problèmes : fermeture de maternités, de centres d'IVG..., manque criant de structures de la petite enfance, de places d'hébergement d'urgence pour les victimes de violences. En 2016, le budget de l'Etat consacré à l'égalité femmes/hommes ne représentait que 0.0066% de celui-ci soit 27 millions d'euros. **À ceux qui disent que les droits des femmes avancent, nous répondons que c'est faux : ils reculent et n'ont jamais été autant menacés.**

L'actualité internationale nous montre, au-delà du sexisme ordinaire, la montée en puissance de discours visant à remettre en cause les droits des femmes. **En France, les discours rétrogrades et réactionnaires de l'extrême droite et de la droite ont envahi le débat public. François Fillon, seul candidat soutenu par Sens Commun, association issue de la Manif pour Tous, rappelle aux femmes « leurs devoirs et responsabilités de mère » et parle de « libertés accordées ».** Pour Marine Le Pen, qui se considère comme la seule candidate des femmes, le progrès pour les femmes passe par un salaire parental. Comment ne pas rappeler que le FN a voté contre la loi sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et la ratification de la convention d'Istanbul de lutte contre les violences faites aux femmes ? Comment ne pas dénoncer cette imposture féministe ? Quant à Emmanuel Macron, la modernité de son discours se résume à la négation des problèmes rencontrés au quotidien par les femmes qui si on l'en croit « sont pour beaucoup illettrées ». Face à ce mépris et à ces promesses rétrogrades, il ne faut pas lâcher nos combats. Des mesures ambitieuses avec des moyens dédiés doivent être mises en œuvre de façon urgente et les échéances électorales à venir sont un espace que nous devons investir. Oui, les droits des femmes constituent un enjeu central des élections 2017 !

### Droit des Femmes



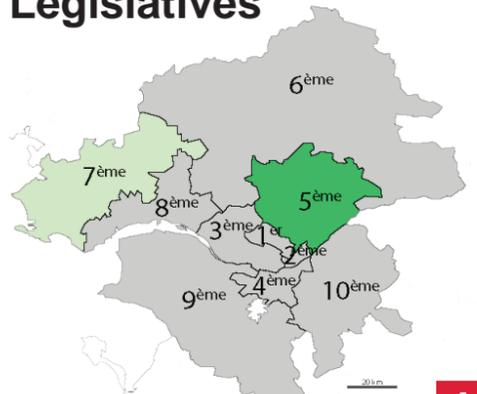
Elles prennent la parole **2**

### 2017



Rassembler à Gauche **3**

### Législatives



Paroles de candidats **4**

### Logement



Constat et perspectives **7**

### Jeunes Communistes



Censure à l'Université ? **8**

## Donnons la parole aux Femmes

Le 8 mars dernier avait lieu la 40ème journée des droits des femmes, une lutte toujours d'actualité face à une société dominée si ce n'est minée par les inégalités de genre.

Salaires, carrières, tâches domestiques, libre choix... sur ces thèmes comme sur beaucoup d'autres l'égalité non seulement reste à conquérir mais, femmes et hommes doivent se battre pour sauvegarder les acquis.

Les risques de reculade existent, sur les questions du droit des femmes à disposer de leur corps, la remise en cause de l'avortement, la contraception, ces droits que l'on pouvait prendre pour acquis demandent en fait un combat quotidien.

Le 8 mars ne devrait être une seule journée, mais un combat de tous les jours. Cette année, dans ce combat nécessaire pour conquérir de nouveaux droits et l'égalité réelle, NLA donne la parole à quatre femmes militantes au quotidien.



# Droits des Femmes

2

## Si j'étais présidente en mai 2017

Pour Femmes Solidaires, **Lauriane PICAUD**,  
présidente départementale Femmes Solidaires de Loire-Atlantique et membre de la direction nationale



Nous ne savons que trop bien que rien n'est acquis. Le discours toxique selon lequel la gauche et la droite se confondent nuit gravement aux droits des femmes. Devrons-nous choisir entre les libéraux qui exploitent nos corps par appât du gain et les réactionnaires qui les contrôlent par soif du pouvoir ? Nous qui sommes féministes et laïques, nous qui défendons un projet de société fondé sur l'égalité, contre le relativisme culturel, nous refusons l'extrême droite comme les fondamentalistes religieux. Ni la peste, ni le choléra.

Et dans tout cela, où sont les voix des femmes ? Monopolisée par Marine Le Pen, la parole des femmes n'est pas entendue dans sa vérité et sa diversité. Pour vous entendre, parce que les droits des femmes sont une priorité, nous lançons une campagne : **Si j'étais présidente**. Vous, si vous étiez présidente en 2017, quelle serait votre première mesure pour les droits des femmes, pour changer votre vie ?

Venez nous rencontrer, faire entendre votre vision, mobilisez-vous. Prenez la parole, faites entendre votre voix, exprimez-vous via notre site [www.femmes-solidaires.org/sijetaispre-sidente](http://www.femmes-solidaires.org/sijetaispre-sidente)

Le moment est historique et nous ne pouvons passer à côté. Alors...aux urnes citoyennes !

La séquence électorale actuelle est très préoccupante, en particulier pour les droits des femmes : le risque que les forces réactionnaires et/ou libérales prennent le pouvoir, à l'Élysée ou une place plus importante au Parlement, est grand.

La montée des extrémismes et des conservatismes génère une grande incertitude quant à notre avenir.

### Les filles étant minoritaires, les écoles d'ingénieurs sont des lieux propices aux remarques sexistes

Juliette Bonnard, étudiante



Le sexisme dans les études supérieures est présent comme dans beaucoup d'autres lieux de travail, allant des blagues un peu gênantes aux commentaires vraiment insultants. Beaucoup de soirées ont des thèmes sexistes, et quasiment toutes les affiches de communication présentent une image dégradante de la femme. De plus il n'est pas rare d'entendre des remarques sexistes venant des profs ou des élèves.

Pour illustrer ce problème, il existe un tumblr (une page internet où les utilisateurs peuvent partager des photos, des vidéos ou des textes), nommé *paye ta fac*, où des internautes décrivent des comportements ou des remarques sexistes dont ils ont été les témoins à l'université. Cette page permet de nous rappeler à quel point le sexisme est présent dans les études supérieures.

Étant étudiante en école d'ingénieur, je n'échappe pas à ce type de comportements. Les filles étant minoritaires, les écoles d'ingénieurs sont des lieux propices aux remarques sexistes.

J'ai personnellement vécu cela lors de ma première année à l'école. Nous avions un cours où le professeur discutait librement avec nous. Et il est arrivé à quelques cours que lorsqu'une fille passait au tableau, certains garçons commençaient à faire une ou deux remarques sur cette élève et le professeur en rigolait, ce qui entraînait beaucoup plus de garçons à continuer les remarques à voix haute, voir même à siffler cette fille. Ce qui rendait la situation extrêmement gênante et dégradante pour l'élève qui passait au tableau ainsi que pour toutes les autres filles.

J'ai personnellement vécu cela lors de ma première année à l'école. Nous avions un cours où le professeur discutait librement avec nous. Et il est arrivé à quelques cours que lorsqu'une fille passait au tableau, certains garçons commençaient à faire une ou deux remarques sur cette élève et le professeur en rigolait, ce qui entraînait beaucoup plus de garçons à continuer les remarques à voix haute, voir même à siffler cette fille. Ce qui rendait la situation extrêmement gênante et dégradante pour l'élève qui passait au tableau ainsi que pour toutes les autres filles.

### L'arrivée de femmes dans un monde exclusivement masculin a permis de faire évoluer positivement les mentalités

Laurence Danet, syndicaliste Airbus



Je suis salariée d'Airbus depuis 12 ans. J'ai tout d'abord rencontré le monde du drapage (carbone) où les femmes étaient déjà bien intégrées, puis le monde du métallique où les femmes étaient quasiment inexistantes. Ce 2ème monde, je l'ai rencontré par le biais de mon adhésion à la CGT où la grande majorité des adhérents était issue de ce monde plus dur et plus naturellement tourné vers un syndicalisme très revendicatif.

J'ai alors découvert des collègues riches de valeurs dont je suis très proche (solidarité, collectif, camaraderie,...) et ces mêmes collègues, totalement ignorants de ce que pouvait signifier égalité femme / homme. La question ne se posait même pas ! Ils étaient nés garçons et tout comme les filles avaient été mis dans des cases (ce que beaucoup ont d'ailleurs perpétué avec leurs enfants). Celles-ci devenant souvent poreuses, mais il s'agissait juste d'assouvir quelques pulsions bien naturelles !

L'arrivée de femmes dans un monde exclusivement masculin a permis de faire évoluer positivement les mentalités, même si les propos sexistes persistent et la répartition des tâches dans la cellule familiale reste toujours très sexuée. La femme fait la vaisselle pendant que son mari monte un mur de parpaing ! Que de mur à monter dans une vie !

### Ca c'est passé près de chez vous !

Expositions, manifestations, débats, films, les droits des femmes ont été au cœur de nombreux événements ce mois-ci à Nantes et en Loire-Atlantique !

### Les Rassemblements

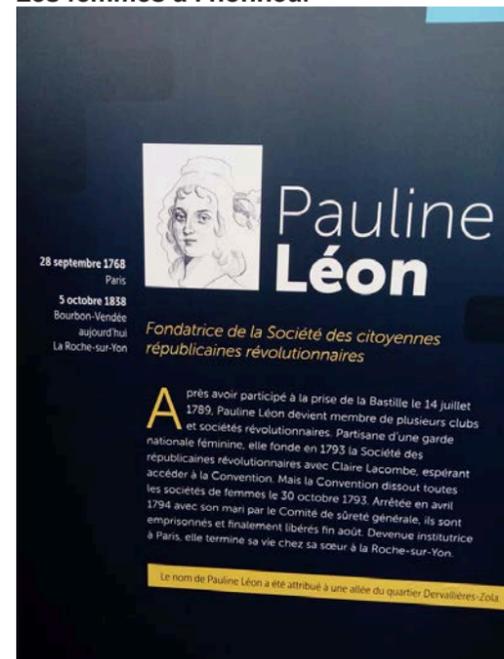


Près de 300 personnes, militantes et militants associatifs ou politiques, citoyennes ou citoyens, parmi lesquels des militantes et militant communistes se sont mobilisées à Nantes le 8 mars dernier pour défendre les droits des femmes.

Parmi les revendications la fin des inégalités au travail en terme de salaires, d'accès à l'emploi, de carrière, de temps de travail. Mais aussi la garantie du droit à l'avortement et à la contraception que certains veulent encore remettre en cause. L'occasion aussi de dénoncer les violences faites aux femmes, le partage inégalitaire des tâches...

Diffusion de tracts, déambulations ont été organisés par différentes associations toute la journée du 8 mars.

### Les femmes à l'honneur



La ville de Nantes met à l'honneur 22 femmes qui ont contribué à l'histoire de la ville. Elles auront bientôt un nom de rue car bien trop souvent elles sont oubliées de la mémoire collective, et pour cause !

**A Nantes sur 3000 rues, seules 100 portent le nom d'une femme.**

## 2017, les éléments de campagne

Vous pourrez désormais trouver tous les éléments programmatiques, les dates importantes, mais aussi, progressivement, les portraits de vos candidats présentés par le PCF pour les élections législatives sur le site [2017.pcf.fr](http://2017.pcf.fr).

C'est le relais relai médiatique des candidats progressistes dans cette campagne, ou une fois de plus, la parole n'est donnée qu'aux candidats supposés gagnants, ou à même de faire progresser les intérêts des patrons de presse qui sont aussi, la vie est bien faite, les grands capitaines d'industrie de ce pays !



# 2017 : Rassembler la gauche

3

S'il est une campagne présidentielle bien singulière dans cette cinquième République, c'est bien celle que nous sommes en train de vivre actuellement !

Les deux candidats issus de primaires, celui du PS comme celui de Les Républicains, peinent à créer une dynamique autour de leur candidature. Le premier, paie clairement les errances du quinquennat précédent et la division de son parti, les uns défendant le bilan Hollande et la ligne sociale libérale, les autres, les frondeurs, soutenant Hamon désormais rejoint par Yannick Jadot et EELV.

Pour Fillon qui tirait sa légitimité d'une primaire réussie et de son score plus qu'honorable lors des deux tours, alors qu'une voie « royale » semblait lui être toute tracée jusqu'au trône présidentiel, ses affaires font l'effet d'un repoussoir pour l'opinion publique, quoiqu'une droite traditionaliste et catholique le soutienne mordicus.

Dans ce contexte d'une bipolarisation PS/LR qui semble avoir fait son temps, E. Macron se fait incontournable à la faveur d'une recomposition autour d'un pôle libéral et de centre droit. Le candi-



dat prétendument ni de gauche, ni de droite et antisystème, se dote pourtant d'un programme économique orienté clairement à droite et dans l'intérêt des marchés financiers. Parmi les propositions qu'il a présentées : la réduction des dépenses publiques (60 milliards d'euros en cinq ans), la suppression de 120000 postes de fonctionnaires, la fin des 35 heures pour les jeunes, un contrôle plus strict des chômeurs, la diminution du plafond d'indemnisation chômage, ou encore de nouvelles souplesses au niveau de l'entreprise ou de la branche.

Avec les affaires, le Risque d'un duel En Marche/FN se fait jour si l'on en croit les derniers sondages. Le Fait est que le risque FN n'a jamais été aussi grand et qu'un second tour droite (Macron ou Fillon)/FN paraît aujourd'hui probable.

**C'est la raison pour laquelle le PCF démultiplie les initiatives afin que la gauche puisse se rassembler pour la période électorale à venir.**

## En Loire atlantique des élus de gauche appellent au rassemblement

Nous, élu.e.s et citoyen.ne.s de gauche de Loire-Atlantique, engagé.e.s pour une transformation sociale et écologique avec Yannick Jadot, Benoit Hamon ou Jean-Luc Melenchon, ne nous résignons pas à la situation actuelle de division de la gauche. Face à Le Pen, Fillon et Macron, un nouveau pacte majoritaire à gauche est possible. Engagés depuis plusieurs semaines dans des initiatives de débat et de rassemblement, nous faisons le choix de signer et de rendre public notre participation à l'appel « Vous attendez quoi » (<http://vousattendezquoi.com>) qui rassemble des dizaines de milliers de signataires dans tout le pays.

### Premiers signataires :

Bassem Asseh, Catherine Bassani-Pilot, Marie-Annick Benatre, Emmanuelle Bizeul, Nathalie Blin, Hervé Braire, Jean Brunacci, Nicolas Carrey, Pascale Chiron, Mahel Copey, Marc Denis, Alain Gralepois, Michèle Gressus, Alassane Guissé, Robert Hirsch, Jean-Paul Huard, Julie Laernoës, Chloé Le Bail, Pierre Yves Le Brun, Judith Leray, Véronique Mahé, Pedro Maia, Alain Manara, Nicolas Martin, Gilles Nicolas, Franck Noury, Mireille Pernot, Pascal Pras, Dominique Poirout, Yvon Renevot, Ghislaine Rodriguez, Catherine Rouge, Robin Salecroix, Aymeric Seasau, Jean-François Tallio, Eric Thouzeau, Catherine Touchefeu.

### Vous attendez quoi ?

A l'heure où nous écrivons ces lignes la pétition « Benoit, Charlotte, Jean-Luc, Yannick, vous attendez quoi ? » lancée par des militants politiques, associatif rassemble près de 80000 signataires et des rassemblements se déroulent dans toute la France. Le leitmotiv est simple : « 6ème République, abrogation de la loi travail, transition écologique, lutte contre le racisme, le sexisme et les discriminations, services publics, revenu d'autonomie pour les jeunes... »

« Vous êtes d'accord sur l'essentiel. Benoit, Charlotte, Jean-Luc, Yannick : ensemble, nous pouvons faire battre le coeur de la France vive et insoumise. Vous attendez quoi pour nous proposer une candidature commune de la gauche et des écologistes ? »

## Le PCF veut la convergence



Pierre Laurent l'a rappelé lors du dernier Conseil National du PCF, « Face à tous ces dangers, à toutes ces impasses pour le monde du travail, le cap fixé [...] reste le bon : « construire une nouvelle majorité politique de gauche alternative à l'austérité, au service des luttes sociales, en proposant un pacte d'engagements commun ». C'est d'ailleurs ce qui a conduit le PCF à lancer une adresse au peuple de France qui appelle à ce que les candidats et les forces de gauche intensifient leurs discussions jusqu'à conclure ensemble un pacte de majorité pour gouverner la France. De même que le PCF prend part à la popularisation de la pétition citoyenne nationale qui appelle à cette convergence entre les différents candidats de gauche (Hamon, Melenchon).

C'est d'ailleurs cette démarche à laquelle appelle le secrétaire national du PCF : « en la portant dans chaque acte de campagne, en affirmant clairement son objectif : réussir la politique de changement tant attendue pour apporter des solutions immédiates aux problèmes des gens, en terme d'emplois, de salaires, de logement, de santé, de présence des services publics sur tout le territoire. »

De même, lors du dernier conseil départemental le PCF44 a adopté une résolution allant dans ce sens. Ainsi, les communistes de Loire-Atlantique appellent : « à pousser partout les convergences, à poser le débat des perspectives non comme un ralliement à telle ou telle stratégie politique, tel ou tel

programme, telle ou telle candidature, mais pour que le mouvement populaire définisse et garantisse ses propres solutions ». Ainsi, les communistes du 44 proposent que les forces politiques de gauche et écologistes travaillent ensemble à un nouveau contrat majoritaire et pour ce faire appelaient à l'organisation d'un débat public qui s'est tenu le 8 mars dernier (voir ci-dessous). Débat public auquel appelaient de nombreux élus de gauche du département (voir ci contre)

### Des débats publics pour que les candidats de la gauche se parlent et agissent en commun

Le 8 mars dernier une soixantaine de militants (PS, PCF, EELV, PG, Ensemble) et citoyens se sont retrouvés au café le Flesselle afin de débattre des possibilités d'union entre les candidats de gauche à la présidentielle et aux législatives. Parmi les participants, le constat que la situation politique est grave et que la gauche, après 5 années d'une politique calamiteuse menée par F. Hollande, a le devoir de se rassembler est quasi unanime.

Le constat partagé de nombreuses convergences, sur les services publics, les solidarités, la transition écologique... le travail commun de ces partis dans les diverses institutions montre, pour les participants, que le rassemblement est non seulement nécessaire, mais possible.



A l'issue de cette soirée, il a été décidé d'organiser un nouveau débat public (il aura lieu le 15 mars) auquel sont conviés, non sans humour, Benoit Hamon et Jean-Luc Melenchon !

## Législatives 2017

En Loire-Atlantique les communistes ont désigné les Chefs de file dans les circonscriptions du département. Ces chefs de file sont à la disposition du rassemblement pour faire vivre les engagements d'une gauche mue par les valeurs de justice sociale et de solidarité internationale.

Ils entrent désormais en campagne pour faire vivre les propositions et les exigences du programme « La France en commun » !

A Chaque numéro désormais, nous donnerons la parole aux binômes soutenus par le PCF dans les circonscriptions de Loire-Atlantique. Ils pourront y exposer les enjeux et leurs propositions propres à leur territoire d'élection.



# Législatives : Paroles de candidats 4

Matériel de campagne disponible à la Fédération et dans les sections

**FRONT NATIONAL  
L'IMPOSTURE  
DROITE  
LE DANGER**

Pierre Laurent, Alain Hayot et Marc Brynhole, signent un ouvrage à six mains contre la droite et le FN.

20 répliques à leurs programmes

Pierre Laurent  
Alain Hayot  
Marc Brynhole



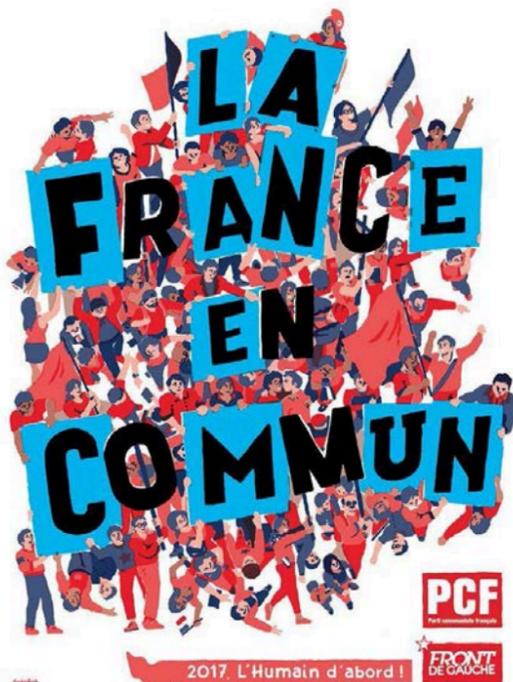
programme social, fustige l'Europe en vantant les mérites d'un Frexit... et fait de Donald Trump son modèle. Cette propagande tapageuse a besoin d'être combattue en révélant point par point ses mensonges, son discours xénophobe de division et l'impasse de son nationalisme.

La droite se fait une fierté de supprimer 500 000 postes de fonctionnaires, de réduire drastiquement les remboursements des soins par la Sécurité sociale, promet de gouverner par décrets et ordonnances en laissant croire que l'élection supprime la discussion. Elle veut en finir avec le logement social, présente l'immigration et l'islam comme des menaces pour la France... Ces intentions ultralibérales et conservatrices doivent être dévoilées et contrecarrées.

En répliquant à dix points essentiels des projets respectifs de l'extrême droite et de la droite aux élections présidentielle et législative, le livre propose à tous de prendre une part active à un débat politique décisif qui ne peut se passer de l'implication de chacun.

Des exemplaires sont disponibles à la fédération du PCF et dans les sections.

Toujours disponible



## 7<sup>ème</sup> circonscription

« Il s'agit de renouer avec le projet solidaire, fondateur du système de protection sociale »

LES CHEFS DE FILE

**Véronique MAHE**  
Salariée, conseillère municipale à Saint-Joachim

**Michel LEHEDE**  
Salarié du privé, syndicaliste

En cette période électorale, les droits à la santé et à une protection sociale de qualité pour tous sont remis en cause par les libéraux. Urgences saturées, épidémie de grippe, mal être au travail... de multiples expressions ces dernières semaines concrétisent la crise de l'hôpital. **En réalité l'hôpital public, la santé publique sont malades de l'austérité, des plans d'économies drastiques qui se concrétisent par des contrats de retour à l'équilibre financier supprimant des milliers d'emplois au plan national.** Il faut mettre fin à cette course à l'étranglement des services hospitaliers publics par l'austérité et la tarification à l'activité. Il faut mettre fin au plan d'économie de près de 4 milliards d'euros sur l'Hôpital aboutissant à la suppression de 22 000 emplois.

Il faut mettre fin à cette pression à laquelle sont soumis les personnels soignants et non-soignants. Sous prétexte d'une meilleure efficacité, pour ne pas avouer rentabilité, nos hôpitaux du Croisic et de Guérande sont eux aussi en danger ! **En regroupant certaines activités, des lits et des postes de personnels vont être supprimés conduisant à terme à la fermeture d'une structure hospitalière de proximité.** Cette dégradation de la santé publique s'accompagne de reculs pour la protection sociale. L'accès aux soins c'est, de plus en plus, une condition de moyens financiers : le coût des mutuelles, les dépassements d'honoraires, les discriminations à la CMU sont autant de freins à se soigner

correctement. Comme pour les autres droits, la question de leur défense est donc également posée. Y compris sur notre circonscription, nous réaffirmons que la santé, accessible à tous, doit être un droit.

Nous réaffirmons notre opposition à ce qu'une logique

marchande se substitue à une logique humaine. La prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale de toutes les prescriptions est la proposition phare du PCF.

Pour les communistes, il s'agit de renouer avec le projet solidaire, fondateur du système de protection sociale, en reculant constamment face au système privé des complémentaires santé. Il s'agit de repenser totalement l'organisation et le maillage des soins sur le territoire. Ce n'est pas le projet de la droite, voire au pire de l'extrême droite, qui peut répondre à cette situation. Attaquer le service public, remettre en cause le droit syndical, diminuer le nombre de fonctionnaires ne sont pas des solutions. Lors des élections législatives, pour défendre ces droits au Parlement, il faudra élire des député(e)s qui ne renient pas les couches populaires et les valeurs de gauche.

**Oui, la Sécurité Sociale solidaire est une vraie idée d'avenir qu'en tant que candidats communistes nous porterons avec détermination !**



## 5<sup>ème</sup> circonscription

« Notre 1<sup>ère</sup> mesure l'abrogation de la loi El Khomri »

LES CHEFS DE FILE

**Michel LABOUREUR**  
Ancien salarié de la SEITA à CARQUEFOU

**Yolande DREANO**  
Institutrice retraitée

C'est avec courage et détermination que les députés communistes luttent contre les licenciements boursiers qui augmentent le nombre de chômeurs, la dégradation des conditions de travail et du dialogue social, la baisse des salaires et l'augmentation de la précarité.

Des fonds existent déjà aujourd'hui et notre priorité sera de faire en sorte qu'ils soient utilisés exclusivement aux maintiens des emplois. Une enveloppe d'environ 20 milliards sur l'année 2016 (CICE) est utilisée par certaines grandes Entreprises pour financer des restructurations, nous proposerons la mise en place de conditions d'utilisation pour que cela ne soit plus le cas. Il est urgent d'inverser la désindustrialisation, les transferts d'activité en dehors de notre pays et continuer de lutter contre les friches industrielles. Notre première mesure : l'abrogation de la loi El Khomri au profit d'une loi de la sécurisation de l'emploi et de la formation, du passage aux 32h et de la retraite à 60 ans.

Les lois que nous proposerons et soutiendrons seront des lois :



- Pour une agriculture paysanne respectueuse de l'environnement
- Pour un service public de l'énergie
- Pour un service public des transports ferroviaires
- Pour l'accès à la culture pour tous et pour que chacun vienne y puiser force et résistance
- Pour que l'école, le collège, le lycée retrouvent confiance dans ses élèves
- Pour que l'université retrouve son envie de faire réussir plutôt que de faire du tri
- Pour la préservation des services publics...

En quelques mots nous lutterons contre la richesse excessive des uns et l'infinité de la pauvreté de tant d'autres. Dans notre tract nous avons rappelé le travail des députés communistes au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, nous pointons la détermination des députés communistes d'aujourd'hui et à l'instar de ceux de Châteaubriant, nous essaierons d'être dignes d'eux.



## AUCHAN : 600 emplois menacés

Lors du comité central d'entreprise du 2 mars 2017, le groupe Auchan a présenté la situation de l'entreprise et la nouvelle organisation de l'enseigne. Plusieurs syndicats ont tiré la sonnette d'alarme en dénonçant la casse des personnels qui va en découler. 600 emplois seraient menacés ! Un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) serait mis en place, comme pour mieux licencier, avertit la CGT commerce et services. Pourtant, l'enseigne Auchan a engrangé des aides publiques considérables : 14 millions d'euros grâce à la loi Fillon, 67 millions d'euros hérités du CICE, et 65 millions en 2015.

# Le social au coeur

5

## Salon de l'agriculture 2017 : quel modèle pour demain ?

L'Assemblée nationale a récemment adopté à l'unanimité la proposition de loi d'Huguette Bello, André Chassaigne, et des députés du groupe de la Gauche démocrate et républicaine, visant à assurer la revalorisation des retraites agricoles. La première mesure pose le principe d'une retraite à 85 % du SMIC net, au lieu des 75 % prévus. Ce vote unanime confirme également la mesure de financement de cet objectif par une taxe additionnelle sur les transactions financières. Cette nouvelle recette du régime complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles permettra d'assurer le retour à l'équilibre du régime, tout en garantissant les ressources nécessaires à l'atteinte de 85 % du SMIC. L'autre volet du texte consacré à la revalorisation des pensions de fait quant à lui la proposition d'élargir les contributions financières aux centrales d'achat, grands groupes agroalimentaires et financiers. Si le secteur des industries agroalimentaires est composé à 98% de PME, les quelques grands groupes industriels (tels que Danone, Lactalis, Bonduelle...) représentent à eux seuls plus de 40% de la valeur ajoutée de l'industrie alimentaire. Le MODEF propose ainsi une cotisation sociale à 0,5 % du chiffre d'affaires annuel aux industriels agroalimentaires, centrales d'achat et de distribution.



devraient avoir un revenu plancher garanti, comme les salariés ont un salaire minimum garanti. Vivre dignement de son travail, c'est justement ce que porte le secrétaire national du PCF. Un objectif développé dans le projet de loi porté par les parlementaires du Parti, qui vise à garantir le revenu des agriculteurs en mettant en place une négociation annuelle sur les prix, en appliquant un coefficient qui limite le taux de marge des distributeurs et en interdisant l'achat de produits en deçà du coût de revient.

Ces enjeux de pouvoir d'achat ont été au cœur de la visite de la délégation du PCF au salon de l'agriculture avec à sa tête Pierre Laurent, secrétaire national. Jean-Noël Lebossé, membre du PCF44 et éleveur en Bio de vaches montbéliardes, a également participé à ce déplacement et pu faire part des réalités et difficultés quotidiennes d'un agriculteur aujourd'hui. Face à une précarité galopante, beaucoup de travailleurs de la terre peuvent en effet être séduits par les propositions voulant réduire les « normes » et les « charges ». Face à ce discours la délégation a souligné l'enjeu crucial d'augmentation des revenus paysans par des prix garantis. Dans les organisations syndicales progressistes, ce souhait est vivement partagé. Ainsi, la Confédération paysanne juge que les paysans

Le MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux) avec qui les représentants du PCF ont également échangé devraient avoir un revenu plancher garanti, comme les salariés ont un salaire minimum garanti. Vivre dignement de son travail, c'est justement ce que porte le secrétaire national du PCF. Un objectif développé dans le projet de loi porté par les parlementaires du Parti, qui vise à garantir le revenu des agriculteurs en mettant en place une négociation annuelle sur les prix, en appliquant un coefficient qui limite le taux de marge des distributeurs et en interdisant l'achat de produits en deçà du coût de revient.

Pouvoir d'achat, modèle de production, politique européenne, préservation de l'environnement, fiscalité juste, accès des jeunes au métier et la nécessité de retrouver des paysans nombreux dans nos campagnes, ont été autant de thématiques qui ont formé le fil rouge de ces rencontres. Bien loin de la vulgate libérale et du terrible bal des égos dont le salon est bien souvent victime, et qui contribue sans doute à nourrir le vote réactionnaire dans la profession.

## Mobilisés pour le service public de santé !



Mardi 07 Mars 2017, les syndicats de la fonction publique ont appelé à une importante mobilisation. Avec un focus mis sur les professions de santé.

Plusieurs syndicats ont en effet appelé à la grève pour dénoncer les conditions de travail et défendre le service public. Pour le syndicat CGT santé & action sociale, « au quotidien les personnels ne sont plus en capacité de répondre convenablement à la demande ». En effet, les problématiques d'effectifs, les fermetures d'établissements ou de services, de maternités, l'austérité imposée se répercute sur les usagers notamment les plus modestes. Eloignement, difficultés d'accès aux soins, engorgement des services et baisse de la qualité des soins sont autant de conséquences des politiques depuis trop longtemps menées. Cette situation ne pourra d'ailleurs que s'aggraver avec la fusion des 850 hôpitaux dans 150 Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) que la Ministre M. Touraine veut imposer.

Les salariés et usagers mobilisés en Loire-Atlantique et dans l'ensemble du pays veulent à l'aube d'échéances électorales cruciales, faire des services publics des outils au service de la satisfaction des droits et des besoins fondamentaux. Des revendications plus larges parcouraient le cortège avec l'exigence de mesures générales et immédiates de revalorisation des rémunérations, l'abrogation des réformes néfastes pour l'action publique et de tous les dispositifs de « salaire au mérite », des créations d'emplois partout où c'est nécessaire, la réduction du temps de travail à 32 heures, le renforcement des droits et des garanties collectives.

## Pepy : VRP de la libéralisation du rail



Guillaume PEPY, Président du Directoire de SNCF et PDG de SNCF Mobilités s'est rendu en région des Pays de-la-Loire les 07 et 08 Mars dernier, afin « de rencontrer les acteurs parties prenantes dans la mobilité sur le territoire ». La CGT et Solidaires expliquent dans un communiqué que celui-ci « a sélectionné certaines associations d'usagers en vue de les recevoir pendant une heure, dans l'après-midi du 07 mars ».

Pour les organisations syndicales CGT et SUD-Rail des cheminots de la région Pays-de-la-Loire, le motif même de cette « tournée » illustre clairement ses intentions. Il est question « d'échanger autour du rôle-clé que joue le Groupe SNCF en matière de dynamisme économique des territoires, de ses propositions innovantes en termes de solutions de mobilité au bénéfice des voyageurs et pour les marchandises ». Il s'agit de vanter les mérites des filiales Kéolis, Géodis, Ouibus et autres entreprises privées du groupe, afin de mieux tourner le dos au Groupe Public Ferroviaire (GPF) selon ces syndicats.

Aucun rendez-vous n'était d'ailleurs prévu avec les cheminots ou leurs organisations syndicales représentatives. A l'aulne de la négociation de la future convention, marquée par la volonté du Président de région de favoriser l'ouverture à la concurrence, les inquiétudes des cheminots sont donc vives quant aux orientations stratégiques prises par la direction. Dans les faits, les choix de gestion des dirigeants de SNCF, loin de produire la qualité de service exigible par les usagers, accentuent au contraire son recul avec l'abandon de pans entiers de son activité et la suppression de milliers d'emplois cheminots, dont plusieurs centaines en Pays de la Loire. La multiplication des trains sans contrôleurs, des fermetures de gares ou des guichets ; l'accroissement constant des suppressions et des retards illustrent ces inquiétudes légitimes des salariés.

## Pôle Emploi : Vers l'amplification de l'externalisation et des privatisations



Un intersyndicale composée de la CGT, FSU, FO et Solidaires a appelé à la grève des agents de Pôle Emploi le 06 Mars dernier.

Pôle Emploi s'apprête en effet à déployer une restructuration de grande ampleur qui ne vise pas à améliorer le service public mais bien à faire des économies sur le dos des personnels et des usagers selon les syndicats. L'objectif de l'accord en "négociation" dit GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences) est selon eux d'accompagner la mise en œuvre de la restructuration d'ampleur liée au plan stratégique « Pôle Emploi 2020 ».

Ce plan prévoit notamment la disparition quasi totale du métier d'indemnisation et l'externalisation de l'assurance chômage, la diminution drastique des fonctions support, et l'accroissement de l'externalisation et de la privatisation des missions. Ce plan comporte également le déploiement d'une nouvelle « offre de service » entraînant une réorganisation immobilière avec le projet « agence de demain » et la réduction du nombre d'agences en lien avec le développement des Maisons de Service Au Public (MSAP).

## Victoire pour les salariés de DESCOURS ET CABAUD ATLANTIQUE



Après 3 jours de grève les salariés de l'entreprise DESCOURS ET CABAUD ATLANTIQUE ont obtenu satisfaction d'une bonne partie de leurs revendications : + 100 euros net /mois, embauche de nouveaux salariés, mesures concrètes concernant la sécurité, paiement des jours de grève (2 sur 3) et le règlement de 2h supplémentaires au tarif de nuit pour l'équipe concernée.

Une bien belle victoire pour les salariés !

## Découverte de sept exoplanètes de la taille de la Terre

Une exoplanète est une planète qui n'appartient pas au système solaire: elle tourne autour d'autres étoiles que le soleil. En décembre 2006, le télescope CoRoT a été envoyé dans l'espace par le CNES (agence spatiale française) c'est le premier télescope en orbite destiné à la recherche d'exoplanètes (fin de sa mission en juin 2014). La Nasa (agence spatiale américaine) a envoyé le télescope Kepler dans l'espace en 2009.

La dernière découverte est exceptionnelle. Les sept planètes rocheuses, détectées en dehors du système solaire, ont des tailles proches de celle de la terre. Ces planètes tournent autour de l'étoile TRAPPIST-1. Elle est 12 fois plus légère que le soleil et 2000 fois moins lumineuse. La température là-bas permet la présence d'eau. Mais elles sont loin de la terre. Les vaisseaux spatiaux d'aujourd'hui ne sont pas en mesure de les atteindre.



# Culture, idées, sciences

6

## Festival BD

Le 9ème art sera à l'honneur les 7, 8 et 9 avril prochain à Pornichet.

La ville organise son premier festival de BD où la mer et les auteurs des Pays de la Loire seront mis en valeur.

Au programme, spectacle, rencontre avec les auteurs et dédicaces.

Cette année, c'est l'auteur François Bourgeon qui sera l'invité du festival. Lauréat de nombreux prix notamment pour Les passagers du vent sa saga maritime qui a fait de l'auteur le maître de la BD d'aventure dans les années 80.

Pour la programmation complète et les lieux de Rendez-Vous :

[www.festivalbdpornichet.com](http://www.festivalbdpornichet.com)



## Le FN à la manœuvre... à voir et à faire voir absolument !

La dernière réalisation du cinéaste belge Lucas BELVAUX, son dixième long-métrage est ancré dans un territoire et une histoire : celle d'une région traversée par l'héritage des deux guerres mondiales et des révolutions industrielles. Les habitants ont connu la dureté du travail, les stigmatisations des luttes du mouvement ouvrier depuis cent cinquante ans.

Une jeune femme, Pauline (Emilie DEQUENNE), infirmière à domicile n'est pas spécialement raciste, ni en difficulté financière. Elle fait partie de ces gens que leur métier place en première ligne. Elle est confrontée au quotidien à la souffrance d'autrui. C'est quelqu'un qui sait créer une empathie. Mais elle s'use à force d'impuissance, à force de ne délivrer que des petits réconforts individuels.

On la suppose née en 82-83. Elle a connu les déceptions des promesses non tenues, des luttes fortes mais souvent éparses comme au printemps dernier contre la loi travail. Elle balance à son père communiste « vous avez gagné quoi ? ». Elle a tort, les organisations syndicales et politiques ouvrières ont gagné énormément. Mais la transmission n'a pas été faite. Pauline est dans un flou politique, elle ne met rien en perspective.

Le FN a en face de lui dans ces régions du Nord une opposition de gauche divisée. Le vote extrémiste repose aussi sur cet échec et sur un discours raciste de bouc émissaire.

Pauline est une proie idéale pour le parti d'extrême droite.

Cajolée par le médecin de famille, un vieux faf aux allures de bon notable de province (André DUSSOLLIER, parfait d'onctuosité manœuvrière), lui fait miroiter un poste d'adjointe aux municipales.



Elle veut juste se rendre un peu plus utile, aider les gens qui se sentent ou délaissés ou incompris. Elle accepte.

Belvaux entend montrer la manière dont le parti d'extrême droite, dans sa stratégie de séduction, son habileté à gagner des parts de marché politique sur une terre laminée par le recul des solidarités syndicales et ouvrières, grignote les zones anxieuses peuplées de ceux et celles qui moisissent dans le ressentiment d'un XXIème siècle jugé comme cosmopolite, mondialisé, et qui semble les avoir définitivement remis aux marges de l'histoire.

« On voit aujourd'hui des enseignants, des policiers, des gens dans la peur du déclassement se rapprocher du Front national à partir de toutes sortes de questionnements », insiste le réalisateur. « Ils entrent dans le parti. Alors intervient un véritable enfermement. On peut évaluer à un tiers de leurs électeurs ceux qui sont de bonne foi. C'est avec eux qu'il faut travailler ».

Comme cette femme d'un âge certain qui à la sortie de l'avant-première lui disait : « j'ai compris, plus jamais je voterai FN ».

## Huma-Café ? Demandez le nouveau programme !



**108ème Huma-café**  
**Vendredi 17 mars à 18h**  
**Salon de Musique**  
**du Lieu Unique**

Réinventer l'Europe ? Une autre Europe est-elle possible ?

Rencontre animée par Michel GUILLOUX, journaliste, éditeur de L'Humanité.

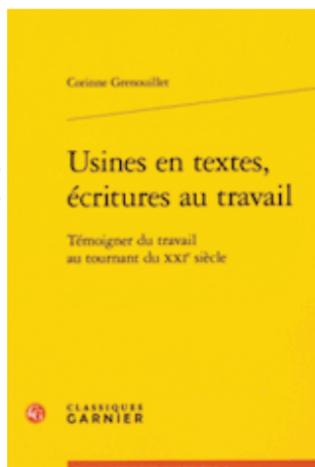
Marie-Christine VERGIAT, eurodéputée.

Candidate issue de la société civile, Juriste de formation, très engagée dans les combats militants à l'UNEF, la LDH, FCPE. Tête de liste Front de Gauche dans la circonscription Sud-Est, élue aux européennes de 2009, puis réélue en 2014. Siègle au parlement européen dans le groupe GUE/GNL (Gauche unitaire européenne/ gauche verte Nordique).

Auteure de **L'Europe de l'égalité et de la citoyenneté (Arcane 17)**, et **Changer d'Europe (collectif) Ed. du Croquant**.

L'Union européenne gangrénée par le libéralisme, ses traités et ses directives, la « concurrence libre et non faussée », les politiques d'austérité, peut-elle vraiment nous livrer sa « cartographie » des textes où des travailleurs, des « prolétaires » disent je pour parler de leur expérience, à l'usine, aux caisses des supermarchés, dans les fast-food d'aujourd'hui.

Quelles politiques mettre en œuvre pour dessiner un autre chemin ?



Maître de conférences à l'Université de Strasbourg.

Avec la publication de « **L'écriture au travail, la parole des travailleurs d'aujourd'hui, témoigne et littérature** », cette grande spécialiste d'Aragon, et notamment de la lecture des « Communistes », qui a également approfondi la représentation de l'Histoire dans l'œuvre du romancier, tout en se consacrant à la représentation du travail dans la littérature, des « prolétaires » disent je pour parler de leur expérience, à l'usine, aux caisses des supermarchés, dans les fast-food d'aujourd'hui.

**109ème Huma-café**  
**Samedi 25 mars à 20h30**  
**Grand Atelier**  
**du Lieu Unique**

Dans le cadre des RENCONTRES de SOPHIE (24, 25, 26 MARS) consacrées à « La fin du travail ? »

« ECRIRE ... LE TRAVAIL OUVRIER »

Conférence-débat animée par Jean-Pierre Landais. Corinne GRENOUILLET



Bernard Friot  
**ÉMANCIPER LE TRAVAIL**  
ENTRETIENS AVEC PATRICK ZECH



Professeur émérite à l'Université Paris X. Participe à l'institut européen du salariat et au Réseau Salariat dont un groupe local existe à Nantes. Ses recherches portent sur la construction de la sécurité sociale, la sociologie du salariat et la protection sociale. Engagé, enthousiaste, il participe à de nombreux débats citoyens.

Le revenu de base ? Progrès ? Piège ? Alternative progressiste ? Bernard Friot propose, lui, le salaire à vie. Original et radical . Pour quel projet de société ? Utopie ? Projet réaliste ? Ce modèle est-il déjà là en partie ?

**110ème Huma-café**  
**Vendredi 7 avril à 18 h**  
**Lieu Unique Atelier 2**

Revenu de base ou ... Salaire à vie ?

Rencontre animée par Patricia LEMARCHAND, universitaire.

Bernard FRIOT  
Sociologue et économiste

115 sur 262, c'est la place des Pays de la Loire dans le classement de la compétitivité des Régions européennes. Elle comprend la qualité des institutions, la stabilité économique, les infrastructures, la santé, l'éducation, le niveau d'étude, l'efficacité du marché du travail, la taille du marché, le « **technological readiness** », la « **business sophistication** » et l'innovation.

« **Un individu a significativement moins de chances de recevoir une réponse non négative si la consonance de son nom évoque une origine maghrébine** » selon l'étude publiée par le CNRS le 2 mars au sujet de l'accès au logement dans Paris. Elle met en valeur que les fonctionnaires aux noms d'origine supposément française ont le plus de chance.

# Au cœur des collectivités

7

## Logement

### Constat et perspectives

Anticipant le premier avril, date à partir de laquelle les expulsions sont à nouveau pratiquées, les élu-e-s communistes et républicains ont organisé leur rencontre nationale pour le droit au logement. Conseiller municipal communiste à Couëron, Guy Bernard y est intervenu en tant qu'élu et comme représentant de l'Indecosa-cgt. Retour avec lui sur la question.

**Le logement reste un sujet pour bon nombre de personnes, par delà le constat national, que peux-tu nous dire de la situation locale ?**

Je souhaite revenir sur le sujet des expulsions, qui est assez éloquent. Le nombre d'impayés et des expulsions explose. En Loire-Atlantique, on dénombre 1648 locataires assignés au tribunal en vue de la résiliation de leur bail locatif. Plus de la moitié de ses assignations s'achève par un commandement de quitter les lieux et un sixième par un recours à la force publique. Ces deux phénomènes ont augmenté respectivement de 47 % et 33 % entre 2010 et 2014. Cela semble beaucoup mais c'est à mettre au regard de l'augmentation de 79 % des expulsions musclées au niveau national.

**La question du financement du logement social se pose-t-elle ?**

La question du logement se pose dans un contexte de réorientation de la dépense publique et sociale vers la rémunération du capital et la maîtrise privée du logement social, tout cela au



bénéfice aussi des groupes de la construction. Si les fonds globalement ont augmenté grâce aux collectivités et aux bailleurs, on a assisté à un recul des financements de l'État et de la Caisse des dépôts. Conséquence : seuls 54 % de l'encours des livrets A sert au logement. Dans le contexte actuel de diminution de leurs moyens, les collectivités vont avoir un poids très important à porter, un risque réel existe et est d'ailleurs partagé par les bailleurs. Les coûts de construction des logements ont crû de 85 % en quinze ans, cela à cause du prix du foncier soumis à la spéculation et aussi à la rémunération du capital des actionnaires du bâtiment.

**Le constat et le problème sont rudes, comment s'en sortir ?**

Déjà remobiliser les moyens financiers et en finir avec l'austérité budgétaire ! Le contrôle du crédit par un groupe public bancaire aidera, tout comme relever le taux du livret A pour le rendre plus attractif, et en le dédiant à sa raison d'être. Un très bon moyen pour permettre un logement pour tous est de donner les moyens à chacun de payer ses loyers par la hausse des salaires et pensions. Une régulation plus forte doit être mise en place afin que les ménages ne dépensent pas plus de 20 % de leurs revenus pour se loger. Dans l'urgence, il faut décider d'un moratoire sur les expulsions locatives et respecter l'obligation de relogement des personnes expulsées.

## Trignac

### Nouvelles élections en perspectives



L'article L270 du Code électoral prévoit, en cas de vacance (sièges inoccupés officiellement) du tiers des Conseillers municipaux de procéder à de nouvelles élections dans les 3 mois suivant le constat de cette vacance ceci afin de renouveler intégralement le Conseil. Suite à la démission de deux Conseillers de la majorité de droite Trignacaise, le cas théorique s'avère pratique. En effet, suite à de nombreux attermolements qu'a connue cette majorité arrivée sur le fil en 2014 en responsabilité, deux adjoints de droite ont démissionné le 22 février... il eut suffi d'une démission de plus de cette liste pour que le cas où de nouvelles élections doivent se faire se produise.

**D'où l'occasion saisie par les 7 élus de l'opposition de gauche, emmenée par Sabine Mahé, Maire Communiste lors du précédent mandat et qui, à leur tour ont envoyé leur démission la semaine suivante.** Si elle est réalisée en bonne et due forme, cette démission est valide dès la réception par l'autorité municipale, les représentants de l'État dans le département en étant simplement informé. Rendez-vous donc en mai pour de nouvelles élections.

## Le droit à l'eau pour tous ne doit pas être otage des calculs politiques !

### Communiqué des élus communistes de Nantes Métropole du 28 février

Judi dernier, les sénateurs Centristes et Républicains ont rejeté le texte de loi instaurant le droit à l'eau potable pour tous.

Cette loi avait pourtant été adoptée en juin dernier sur proposition conjointe de députés Communistes, Socialistes, écologistes mais aussi du centre et de la droite. Elle instaure la mise en place de points publics d'accès à l'eau potable et un chèque eau pour les titulaires de la CMU et du RSA.

Au Sénat, les Centristes après s'être abstenus ont finalement voté contre le texte et les Républicains s'y sont opposés, un de leurs orateurs expliquant : « en pleine campagne, ça gratifierait leurs auteurs ». Ces bas calculs font peu de cas des 150 000 personnes n'ayant pas accès à l'eau potable en France et du million de ménages y ayant accès pour un coup inabordable. A Nantes métropole, nous faisons un autre choix, puisque la tarification sociale de l'eau a été adoptée à l'unanimité au conseil métropolitain. Nous poursuivons d'ailleurs notre travail pour rendre l'eau potable et l'assainissement toujours plus accessibles à tous. **Nous poursuivons notre engagement pour que le droit à l'eau soit étendu à l'ensemble du territoire national comme l'ont déjà fait la Slovaquie, le Burkina Faso, la Tunisie et l'Uruguay.**



## Une maison d'arrêt à Bouguenais ?

Le 23 février, le ministre de la Justice a présenté le bilan des recherches foncières pour le plan encellulement individuel. Parmi les 21 sites choisis, **Bouguenais accueillera une maison d'arrêt de 300 places sur des terrains se situant vers l'IFFSTAR, sur la route menant à Bouaye.**

Sur le fond, il est toujours regrettable que la création de lieux de privation de liberté soit rendue nécessaire. Sur la forme... la commune n'a été prévenue que le matin même. Pas de quoi donc bien préparer l'installation de cet équipement, s'il se fait compte tenu des élections et qu'il s'agit d'une promesse que d'autres devraient assumer... ou non.



**Non à la vidéosurveillance à Saint Joachim**

A l'occasion d'une délibération abordant le nouveau marché de vidéosurveillance, les élu-e-s communistes ont réaffirmés leur position : « **Nous ne cautionnerons pas une telle opération de communication, inopérante sur le terrain à un moment où l'argent serait bien mieux utilisé à développer la prévention, le lien social et le vivre ensemble** ».

## Gorges : Le Conseil municipal devrait s'opposer au transfert du PLU vers la communauté d'agglomération

La loi alur, adoptée en 2014, prévoit le transfert du Plan Local d'Urbanisme de la commune vers l'intercommunalité au 27 mars 2017. Sauf si au moins un quart des communes-membre de l'intercommunalité représentant 20% de la population s'y oppose. Si ce transfert de compétence avait lieu, les communes perdraient la maîtrise directe de leur urbanisme. S'il est nécessaire de coordonner la gestion des sols, de l'habitat, du logement, des zones d'activité sur un même bassin de vie, les communes, échelon de proximité essentiel de la démocratie locale, doivent pouvoir décider de l'aménagement de leur territoire.

**A Gorges, les élus communistes et républicains ont obtenu le vote unanime des membres de la commission urbanisme pour que le PLU demeure communal. Si 4 municipalités (Gorges incluse) de l'intercommunalité représentant 20% de la population totale de Clisson Sèvre et Maine agglomération vont dans ce sens, 16 communes préserveront la maîtrise de leur PLU.**



**MOUVEMENT  
JEUNES  
COMMUNISTES  
DE FRANCE**

## Censure à l'Université ?



Comme chaque année, l'Union des Étudiants Communistes de Nantes (UEC) devait organiser, la semaine du 8 mars, la Semaine du Féminisme. Au programme cette année, la projection du reportage *Kurdistan, la guerre des filles*, réalisé par Mylène Sauloy en 2015, suivie d'un débat avec Gulasor Uzunpiar, du Centre Culturel Kurde de Nantes.

**Pourtant, quelques jours avant la tenue de l'événement L'Université de Nantes a refusé de nous accorder la réservation de la salle.**

Selon la responsable du pôle, la projection de ce reportage, qui montre le combat des Unités de Défense Féminines contre l'État islamique mais également **contre le patriarcat, pour le Kurdistan et la Syrie démocratique n'est pas appropriée dans la période** : « Dans le cadre du plan Vigipirate, c'est compliqué de vous laisser une salle pour traiter d'un thème lié au terrorisme, à Daesh, et on préfère ne pas vous laisser cet amphi. »

Alors que la lutte contre Daesh est une priorité nationale, et qu'en l'occurrence le débat devait porter davantage sur le projet politique de ces femmes, on nous répond que « le problème (...) c'est comment ça peut être perçu par quelqu'un qui voit qu'il y a ce type de film et des échanges là dessus. »

Qu'il s'agisse d'une erreur d'appréciation ou d'une politique de l'Université, il est inadmissible que, dans un lieu d'apprentissage, d'échange et de production de savoirs, certains sujets soient interdits. **Si l'Université de Nantes a décidé de se soumettre face à une menace au degré de probabilité douteux, nous sommes résolus à ne laisser tomber ni le combat contre le fascisme djihadiste, ni le combat pour l'égalité femmes-hommes.**



### La semaine du Féminisme

La Semaine du Féminisme est organisée par l'UEC depuis 2012, c'est un moment de débats, de conférences, de rassemblements pour affirmer avec l'ensemble des étudiant.e.s que le projet féministe est au service de la liberté de tous. **Elle est organisée sur plus d'une trentaine de campus en France, avec cette année le thème : « Le pouvoir aux femmes ».**

Cette année, il s'agit de mettre en avant une idée simple : nous voulons donner aux femmes le pouvoir qui est confisqué, dans une société patriarcale et capitaliste, aux hommes et plus particulièrement à la bourgeoisie (droit à maîtriser leur corps, mettre fin à l'exploitation du travail domestique, etc.). **Comme nous avons pu le voir par le passé, ouvrir des droits aux femmes, leur donner le pouvoir, c'est ouvrir des droits pour l'ensemble des travailleur.se.s, et in fine réaliser l'égalité réelle.**

### «Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU  
Commission paritaire : N°0320 P 11519  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition : Clément CHEBANIER  
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU  
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00  
Fax : 02 40 48 56 36 E-mail : redac.nla@orange.fr  
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
Pedro MAIA  
Robin SALECROIX  
Gauthier LORTHIOIS  
André MAURICE  
Marylène RABALLAND



Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées

## Hommage à Pierre SEMARD



Comme chaque année, le 7 mars, les cheminots de la CGT, le PCF, le comité départemental du souvenir, des associations d'anciens combattants et de familles de fusillés **se retrouvent pour rendre hommage à Pierre SEMARD**, Secrétaire de la fédération des cheminots CGT, dirigeant national du PCF, fusillé par les Nazis.

**C'est dans les années 20 que Pierre SEMARD se voit confier des premières responsabilités syndicales et politiques. Il devient Secrétaire général du PCF en 1924. Il confiera de nombreuses missions au jeune Maurice THOREZ qui deviendra bientôt le Secrétaire général du PCF. C'est à partir du début des années 30 que Pierre SEMARD accepte de nouveau des responsabilités syndicales, Secrétaire général de la fédération des cheminots, il sera l'un des négociateurs de la CGT pendant le Front populaire et lors de la création de la SNCF. Arrêté en 1939 pour appartenance au PCF, alors officiellement interdit, il sera livré, avec d'autres dirigeants communistes et cégétistes, comme otage aux autorités allemandes. Il a été fusillé le 7 mars 1942 à Evreux.**

## Fête des Nouvelles : Réservez votre week-end du 3 et 4 juin !



### Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : ..... PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
TEL : ..... EMAIL : .....

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
  - Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de .....€
- Chèque à l'ordre de PCF44  
A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES